

Le Monde diplomatique – Février/2004
<http://www.monde-diplomatique.fr/>

Le Monde diplomatique

Laïcité et égalité, leviers de l'émancipation

Par **Henri Peña-Ruiz**

Philosophe, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, membre de la commission Stasi, auteur de *Qu'est-ce que la laïcité ?*, coll. « Folio-Actuel », Gallimard, Paris, 2003.

A propos des lois politiques, le curé Lacordaire a dit l'essentiel : « *Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit.* » Ainsi, en période de chômage, la loi qui réglemente le licenciement protège les salariés contre le diktat de la force économique. Dans une communauté de droit comme la République, la loi politique, vecteur de l'intérêt général, permet de soustraire les rapports des hommes à l'empire multiforme de la force. La laïcité réalise une telle exigence, et ne favorise ainsi que ce qui est d'intérêt commun. Elle promeut, avec l'autonomie morale et intellectuelle des personnes, la liberté de conscience, ainsi que la pleine égalité de leurs droits, sans discrimination liée au sexe, à l'origine ou à la conviction spirituelle.

La laïcité n'a jamais été l'ennemie des religions, tant que celles-ci s'expriment comme démarches spirituelles et ne revendiquent aucune emprise sur l'espace public. La séparation juridique de la puissance publique d'avec toute Eglise et tout groupe de pression, qu'il soit religieux, idéologique ou commercial, est pour cela essentielle. L'école publique et l'ensemble des services publics doivent être protégés contre toute intrusion de tels groupes de pression.

Il s'agit aujourd'hui de savoir si un espace public vecteur d'émancipation va pouvoir subsister. Qui ne voit que la valorisation excessive des différences, si constamment à la mode, conduit à la guerre ? En période de tensions sociales et internationales, il est grave de laisser croire que ces « différences » doivent pouvoir s'exprimer n'importe où, sans conditions. On expose ainsi les personnes qui entendent rester libres, et refusent tout fanatisme de la différence religieuse ou culturelle, à être couvertes de honte, stigmatisées, voire agressées.

Le Monde diplomatique – Février/2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

Les auditions de la commission Stasi⁽¹⁾ ont mis en évidence la gravité des menaces qui pèsent sur ces personnes, dont certaines ont tenu à témoigner en audiences privées par peur de représailles. Est-il acceptable que, dans les banlieues dites sensibles, des jeunes femmes soient insultées, voire violentées parce qu'elles refusent de porter le voile ? Est-il acceptable que des professeurs soient récusés en raison de leur sexe ou du contenu de leur enseignement, par exemple sur l'évolution des espèces en biologie ou sur le génocide des juifs en histoire ? Est-il acceptable que, du droit légitime à se nourrir selon ses habitudes culturelles, on puisse glisser à la revendication de tables de cantine communautaristes ?

La naïveté n'est pas de mise. Dans la défense du port de signes religieux, en particulier à l'école, certains sont de bonne foi, même s'ils méconnaissent manifestement les exigences propres du lieu scolaire. Mais d'autres n'ont rien d'enfants de chœur. Il s'agit de groupes organisés qui conjuguent l'utilisation sophistiquée la plus habile de la rhétorique de la liberté et de la tolérance, là où ils n'ont pas encore le pouvoir, et les menaces assorties de violences diverses dans les quartiers où ils le détiennent *de facto*. Il est triste que certaines organisations – pourtant vouées à la défense de l'idéal laïque et des libertés – soient encore aveuglées et manifestent leur hostilité à une mesure législative destinée à conforter la laïcité. L'esprit laïque s'est-il affaibli en même temps que la défense résolue des acquis sociaux ?

Amalgame entre religion et identité

Il est navrant d'assister à une confusion conceptuelle qui conduit à traiter comme raciste toute mise en cause polémique d'une religion. Notons d'ailleurs l'aberration d'un tel confusionnisme. Le racisme vise un peuple comme tel. Quel peuple vise la critique de l'islam ? La population arabe ? Elle est démographiquement minoritaire parmi les musulmans... Le poison de l'amalgame entre culture et religion, ou encore entre religion et identité, fausse constamment les débats.

S'il faut poursuivre en justice un écrivain qui tourne en dérision l'islam, alors il faudra également bannir des bibliothèques Voltaire, lui qui écrivait « *écrasons l'infâme* » à propos du cléricalisme catholique, ou Spinoza, qui n'avait pas de mots assez durs pour les théologiens rétrogrades. Le colonialisme, le racisme, la discrimination au nom de l'origine sont des abjections. C'est entendu. Mais

Le Monde diplomatique – Février/2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

l'oppression des femmes, le credo imposé, le marquage identitaire exclusif, la religion convertie en domination politique n'en sont-elles pas également ? Et devra-t-on se taire devant les secondes abjections sous prétexte de lutter contre les premières ?

Certes, une mesure législative interdisant les signes religieux ostensibles ne règle pas tout – d'ailleurs elle ne le prétend pas. Mais elle sauve l'espace public, commun à tous, du danger qui le guette si, au nom de la tolérance ou d'une laïcité prétendue « ouverte » ou « plurielle », on en vient à le fragmenter, à faire des concessions aux communautarismes, à briser l'unité de loi qui, en République, délivre des groupes de pression. La laïcité n'a pas besoin d'adjectif. Depuis dix ans, la laïcité dite « ouverte » a fait la preuve de son échec. Les représentants du principal syndicat des chefs d'établissement, ainsi que de nombreux professeurs, ont dit leur lassitude de devoir faire du « droit local », c'est-à-dire d'être livrés à la géométrie variable des rapports de forces. C'est ce message, et les cris de détresse des femmes qui ne renient pas leur culture ni leur spiritualité mais n'entendent plus être asservies ou menacées quotidiennement, que la commission a voulu entendre en proposant une grande loi sur la laïcité, appliquant les mêmes exigences à toutes les religions, et qu'il est pour le moins inadmissible et faux de présenter comme une loi d'exception et de stigmatisation.

La commission Stasi n'était pas d'emblée acquise à l'idée de cette loi, et c'est très librement, en leur âme et conscience, que ses membres s'y sont ralliés. La diversité même de ces membres suffit à récuser tout procès d'intention.

L'école laïque est un des derniers lieux à mettre en avant ce qui unit tous les êtres humains plutôt que ce qui les divise. C'est pourquoi elle n'a pas à encourager le différencialisme identitaire, ou la stigmatisation sexiste, que le motif en soit religieux ou non. Elle ne nie pas pour autant les « différences », comme le prétend la sempiternelle rengaine de certains – parmi lesquels d'authentiques antirépublicains. Elle se soucie simplement que leur régime d'affirmation reste compatible avec l'universalisme des droits et la liberté reconnue à chacun de se définir, voire de se redéfinir, sans subir d'allégeance obligée à un groupe.

Apprendre les mathématiques ou l'histoire, ce n'est pas comme acheter des timbres à La Poste ou prendre le train. L'attitude de recherche et d'ouverture au

Le Monde diplomatique – Février/2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

savoir est incompatible avec l'affirmation péremptoire d'une identité plus fantasmée que librement choisie, surtout à un âge où l'on se construit. Le lieu scolaire n'est pas anodin, et il est irrecevable de lui appliquer le même régime de libertés qu'à la rue ou à la place publique. Beaucoup d'élèves sont mineurs, et il semble irréaliste de prétendre qu'ils disposent pleinement d'eux-mêmes en ce qu'ils sont ou en ce qu'ils font. Une fillette voilée de 13 ans qui récite par cœur un avis du Conseil d'Etat donne une petite idée de ce que peut recouvrir la « liberté des élèves ».

La concorde intérieure au lieu scolaire est très largement due au fait que les élèves ne songent pas d'abord à se marquer ou à se démarquer. Le feraient-ils, par l'effet de quelque pression malveillante, qu'on n'aurait pas à les y encourager. Cette règle n'interdit pas l'expression discrète d'une foi ou d'une conviction, mais proscriit toute manifestation d'appartenance religieuse par une tenue ou un signe. Des proviseurs ont fait état de regroupements d'élèves par affinités religieuses dans les cours de lycée, avec les risques de tensions et d'affrontements qui en découlent. Demain, des milliers de jeunes filles seront reconnaissantes à la République d'avoir su préserver leur droit de se rendre tête nue à l'école et de s'asseoir à côté des garçons avec le même statut qu'eux.

Qu'on ne vienne pas opposer ici le dialogue de la persuasion éducative et la loi, comme s'ils devaient former une alternative exclusive. On ne peut dialoguer et persuader quand, en même temps, se joue un bras de fer qui a pour objet de tester la résistance de la laïcité et de la République. C'est donc la loi qui permettra un vrai dialogue, car alors le sort de la norme ne sera plus en jeu. Chacun sait que la démarche pédagogique ne peut aller de pair avec un rapport de forces. Et comment croire ceux qui réclament le dialogue à l'école, sans interdiction du voile, alors que dans certaines cités sont caillassées ou injuriées les jeunes filles qui ont choisi d'être tête nue ?

Certes, la laïcité ne peut pas tout. Elle fait valoir à la fois des droits et des devoirs. Mais il existe des situations sociales qui rendent peu crédibles les droits et, partant, disposent mal ceux qui en sont victimes à assumer leurs devoirs à l'égard de la République laïque. Il serait injustifié d'en tirer la conclusion que les exigences de la laïcité sont illégitimes et de renoncer à les affirmer. D'autant que, dans nombre de cas, ce n'est pas l'injustice sociale qui est en cause, mais un projet politique d'opposition à la laïcité. Il n'en reste pas

Le Monde diplomatique – Février/2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

moins que le souci d'affirmer la laïcité ne peut se désintéresser des conditions sociales qui la rendent crédible.

La lutte politique contre la violence intégriste doit être comprise comme le souci de promouvoir une conscience lucide des vraies causes des problèmes, en lieu et place d'un diagnostic fallacieux qui incrimine la modernité, la République et l'émancipation laïque. Nous sommes devant une situation assez similaire à celle que décrivait Marx lorsqu'il s'en prenait non à toute conscience religieuse, mais à la religion utilisée comme « *supplément d'âme d'un monde sans âme* ». En Grande-Bretagne, le retrait de l'Etat et des services publics hors des « banlieues difficiles » a objectivement eu pour effet de « déléguer » la question sociale aux intégristes religieux, qui se paient le luxe de tenir un discours anticapitaliste. Il faut retenir cet exemple, et en tirer les conséquences pour notre pays.

L'intégrisme religieux est en réalité complice de la dérégulation libérale outrancière qui fait aujourd'hui des ravages. Objectivement, car il évite soigneusement de formuler le vrai diagnostic, qui doit mettre en cause le seul capitalisme. Subjectivement, car le maintien d'une conscience mystifiée qui fatalise la mondialisation capitaliste libérale en voulant y voir, par un amalgame malhonnête, la seule manifestation possible de la modernité, produit du désespoir en invalidant toute réelle alternative sociale et ne propose que la charité pour toute « solution ».

Il serait donc largement temps de réactiver simultanément les authentiques leviers de l'émancipation humaine : la lutte sociale et politique contre toutes les dérégulations capitalistes et pour la promotion des services publics, qui produisent de la solidarité et non de la charité ; la lutte pour une émancipation intellectuelle et morale de tous, afin qu'une conscience éclairée des vraies causes permette de résister aux fatalités idéologiques ; la lutte pour l'émancipation laïque du droit, gage de liberté de tous les êtres humains, ainsi promu à la véritable autonomie éthique – choisir son mode de vie, sa sexualité, son type de relation à autrui dans le respect des lois communes, accéder sans entrave à la contraception ou à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

On objectera que les inégalités sociales et culturelles des familles hypothèquent l'égalité des chances à laquelle l'école publique et laïque contribue. Certes.

Le Monde diplomatique – Février/2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

Mais le diagnostic ne met pas en cause l'école elle-même : il renvoie aux injustices sociales et appelle donc une action appropriée.

L'existence de discriminations, reflet d'un racisme ordinaire persistant, doit être évoquée comme toile de fond de la réflexion, comme tout ce qui fragilise la laïcité. Entre autres, la discrimination à l'embauche, souvent subie sans recours, peut conduire ceux qui en sont victimes à désespérer du modèle républicain et des valeurs qui lui sont liées. Ainsi, alors que l'école laïque prône l'émancipation et s'efforce d'en réaliser les conditions intellectuelles, la société civile réintroduit une inégalité.

Il ne faut pas s'étonner ensuite qu'une sorte de conscience victimaire conduise à valoriser *a contrario* l'origine ainsi stigmatisée, voire à la mythifier par le fanatisme de la différence. Le risque de la dérive communautariste, dès lors, n'est pas loin. Il ne faut pas que la grandeur des principes soit démentie par la bassesse des pratiques. Car la laïcité n'est pas un particularisme accidentel de l'histoire de France, elle constitue une conquête à préserver et à promouvoir, de portée universelle.

HENRI PEÑA-RUIZ

- (1) Du nom de Bernard Stasi, médiateur de la République depuis 1998, qui l'a présidée. Composée de 20 membres, cette commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité a été mise en place le 3 juillet 2003 par M. Jacques Chirac, président de la République. Elle a rendu ses conclusions le 11 décembre 2003.

Le Monde diplomatique – Février/2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

Laicidade e igualdade, alavancas da emancipação

Por **Henri Peña-Ruiz**

Fisósofo, « maître de conférences » no l'Institut d'études politiques de Paris, membro da comissão Stasi, autor de *Qu'est-ce que la laïcité ?*, coll. « Folio-Actuel », Gallimard, Paris, 2003.

A propósito das leis políticas, o padre Lacordaire afirmou o essencial : « *Entre o forte e o fraco, é a liberdade que oprime e a lei que liberta.* » Desse modo, em período de desemprego, a lei que disciplina os despedimentos protege os assalariados contra a ordem da força económica. Numa comunidade de direito, como na República, a lei política, vector do interesse geral, permite subtrair os relacionamentos entre os homens ao império multiforme da força. A laicidade assegura um tal requisito, ao favorecer unicamente o que é de interesse comum. Ela promove, juntamente com a autonomia moral e intelectual das pessoas, a liberdade de consciência, bem como a igualdade plena dos seus direitos, sem discriminação fundada no sexo, na origem ou na convicção espiritual.

A laicidade nunca foi inimiga das religiões, enquanto estas se afirmam como demandas espirituais e não reivindicam o domínio do espaço público. A separação jurídica entre os poderes públicos e qualquer Igreja ou grupo de pressão, seja ela religioso, ideológico ou comercial, é portanto essencial. A escola pública e o conjunto dos serviços públicos devem ser protegidos contra toda e qualquer intromissão de tais grupos de pressão.

Trata-se hoje de saber se um espaço público portador de emancipação vai poder subsistir. Quem não vê que a valorização excessiva das diferenças, tão constantemente na moda, conduz à guerra ? Em período de tensões sociais e internacionais, é grave deixar que se acredite que essas « diferenças » se devem poder expressar incondicionalmente e em toda a parte. Desse modo, expõem-se todos aqueles que preferem permanecer livres, que recusam o fanatismo da diferença religiosa ou cultural, a serem vexados, estigmatizados, ou seja, agredidos.

As audições da comissão Stasi ⁽¹⁾ puseram em evidência a gravidade das ameaças que pesam sobre essas pessoas, de entre as quais houve quem fizesse questão de testemunhar em audiências privadas por receio de represálias. Será

Le Monde diplomatique – Février/2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

aceitável que em subúrbios ditos sensíveis, raparigas sejam insultadas, leia-se violentadas, por se recusarem a usar o véu ? Será aceitável que se recusem professores, invocando como razão o seu sexo ou o conteúdo do seu ensinamento, por exemplo sobre a evolução das espécies, em biologia, ou sobre o genocídio dos judeus, em história ? Será aceitável que, de um direito legítimo de cada um se alimentar segundo os seus hábitos culturais, se possa resvalar para a reivindicação de mesas de refeição comunitaristas ?

A ingenuidade não é a melhor atitude. Na defesa do uso de símbolos religiosos, em particular na escola, há quem esteja de boa fé, mesmo que manifestamente desconheça as exigências inerentes ao meio escolar, mas também há quem nada tenha de menino de coro. Trata-se de grupos organizados que conjugam o mais hábil recurso à retórica da liberdade e da tolerância, nos locais onde ainda não detêm o poder, e as ameaças acompanhadas de violências diversas, nos bairros onde o detêm *de facto*. É triste verificar que certas organizações – ainda que dedicadas à defesas do ideal laicista e das liberdades – continuem cegas e manifestem a sua hostilidade a uma medida legislativa destinada a fortalecer a laicidade. Será que o espírito laico se deixou abater juntamente com o da defesa determinada das conquistas sociais ?

Confusão entre religião e identidade

É confrangedor ver a confusão conceptual que leva a que se trate como racista qualquer questionamento polémico de uma religião. Note-se aliás a aberração de um tal confucionismo. O racismo visa um povo enquanto tal. Que povo será atingido pela crítica ao Islão ? A população árabe ? Ela é demograficamente minoritária entre os muçulmanos... A junção venenosa entre religião e cultura, ou entre religião e identidade, falsifica constantemente os debates.

Se deve levar-se perante a justiça um escritor que ridicularize o Islão, então será igualmente necessário banir das bibliotecas Voltaire, que escrevia « *esmaguemos o infame* » a propósito do clericalismo católico, ou Espinoza, a quem faltavam palavras suficientemente duras para qualificar os teólogos retrógrados. O colonialismo, o racismo, a discriminação em nome da origem são objectos. Evidentemente. Mas a opressão das mulheres, a crença imposta, a marcação identitária exclusiva, a religião transformada em dominação política, não o serão igualmente ? E deveremos calar-nos perante estas abjecções a pretexto de lutar contra aquelas ?

Le Monde diplomatique – Février/2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

Evidentemente, uma medida legislativa proibitiva do porte de sinais religiosos ostensivos não resolve tudo – não o pretende, aliás, fazer. Mas salvaguarda o espaço público, comum a todos, do perigo que o ameaça quando, em nome da tolerância ou de uma laicidade pretensamente « aberta » ou « plural », se acaba por o fragmentar, por fazer concessões aos comunitarismos, por quebrar a unidade da lei que, em República, protege dos grupos de pressão. A laicidade não necessita de adjetivo. Desde há dez anos, a laicidade dita « aberta » deu provas de fracasso. Os representantes da principal associação de directores escolares, bem como um grande número de professores, afirmaram a sua incapacidade em produzir um « direito local », mostraram-se inoperantes à mercê da geometria variável das relações de forças. É a esta mensagem e aos gritos de aflição das mulheres que, sem negar a sua cultura nem a sua espiritualidade, não aceitam ser subjugadas ou quotidianamente ameaçadas, que a comissão quis responder ao propor uma grande lei sobre a laicidade que aplica as mesmas exigências a todas as religiões, lei essa que, no mínimo, por ser falso, é inadmissível apresentar como uma lei de excepção e de estigmatização.

A comissão Stasi não estava inicialmente imbuída da ideia dessa lei, e foi muito livremente, na sua alma e consciência, que os seus membros a ela acabaram por aderir. A sua própria diversidade é suficiente para recusar qualquer processo de intenção.

A escola laica é um dos últimos lugares a pôr em evidência tudo aquilo que une os seres humanos, em lugar de os dividir. É precisamente por esse motivo que ela não deve encorajar, nem o diferencialismo identitário, nem a estigmatização sexista, seja por motivos religiosos ou por quaisquer outros. Contudo, ela não renega as « diferenças », como pretende a contínua arrazoada de alguns – entre os quais alinham autênticos anti-republicanos –, mas simplesmente se preocupa em que o seu registo de afirmação permaneça compatível com o universalismo dos direitos e a liberdade reconhecida a cada qual de se definir, leia-se de se redefinir, sem estar sujeito à qualquer fidelidade a um grupo.

Aprender as matemáticas ou a história não é o mesmo que ir comprar selos aos Correios ou apanhar um comboio. A atitude de pesquisa e de abertura ao saber é incompatível com a afirmação peremptória de uma identidade mais resultante de um capricho que escolhida livremente, sobretudo na idade em que aquela atitude se constrói. O espaço escolar não é anódino, e é inaceitável aplicar-lhe o

Le Monde diplomatique – Février/2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

mesmo regime de liberdades que vigora na rua ou na praça pública. Muitos alunos são menores, e é irrealista pretender que eles possam dispor plenamente de si próprios naquilo que são ou no que fazem. Uma rapariga de 13 anos e com a cara tapada que é capaz de recitar de cor um despacho do Conselho de Estado dá uma pequena ideia de tudo o que se pode esconder por detrás da « liberdade dos alunos ».

A concórdia interior do espaço escolar deve-se, em grande medida, ao facto de aí os alunos não deverem procurar marcar-se ou demarcar-se entre si. Se o fizessem por efeito de qualquer influência maléfica, essa prática não poderia ser, por forma alguma, encorajada. Esta regra não impede a expressão discreta de uma fé ou de uma convicção, mas arreda qualquer manifestação de pertença religiosa assente na forma de vestir ou em sinais. Os directores escolares, aliás, deram-se conta do agrupamento de alunos por afinidades religiosas nos pátios de liceu, com os riscos de tensões e afrontamento que daí decorrem. Amanhã, milhares de raparigas estarão gratas à República por ela ter sabido preservar o seu direito a ir de cabeça descoberta para a escola e a poderem sentar-se ao lado dos rapazes com um estatuto igual ao seu.

E não se venha aqui opor o diálogo de persuasão educativa à lei, como se devessem formar uma alternativa exclusiva. Não se pode dialogar e persuadir quando, simultaneamente, se joga um braço de ferro que visa testar a resistência da laicidade e da República. É precisamente a lei que vai permitir um verdadeiro diálogo, já que o destino da norma não estará mais em questão. Todos sabemos que o trabalho pedagógico não pode andar a par com um medir de forças. E como acreditar naqueles que reclamam o diálogo na escola sem interdição do véu, quando, nalgumas cidades, as raparigas que escolheram ir à escola de cabeça descoberta são apedrejadas e injuriadas ?

A laicidade não pode tudo, evidentemente. Ela faz valer direitos e deveres. Mas existem situações sociais que desacreditam os direitos e que, por conseguinte, predispõem mal aqueles que são suas vítimas para assumirem os seus deveres perante a República laica. Seria no entanto injustificado concluir daí que as exigências da laicidade são ilegítimas e renunciar a afirmá-las. E mais ainda quando, em inúmeros casos, não é a injustiça social que está em causa, mas um projecto político de oposição à laicidade. Não nos resta mais que a preocupação de afirmar que a laicidade não se pode desinteressar das condições sociais que a tornam credível.

Le Monde diplomatique – Février/2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

A luta política contra a violência integrista deve ser entendida como uma preocupação em promover uma consciência lúcida das verdadeiras causas dos problemas, e não como um diagnóstico falacioso que incrimina a modernidade, a República e a emancipação laica. Estamos perante uma situação assaz semelhante àquela que foi descrita por Marx ao debater-se, não com toda a consciência religiosa, mas com a religião utilizada como « *suplemento de alma de um mundo sem alma* »⁽²⁾. Na Grã-Bretanha, a retirada do Estado e dos serviços públicos dos « subúrbios difíceis » teve objectivamente como efeito « delegar » a questão social nos integristas religiosos, que se dão ao luxo de produzir um discurso anticapitalista. Devemos reter este exemplo, e retirar dele as devidas consequências para o nosso país.

O integrismo religioso é, na realidade, cúmplice de uma desregulação liberal excessiva que hoje produz estragos. Objectivamente, pois evita cuidadosamente formular o verdadeiro diagnóstico, que deveria pôr unicamente em causa o próprio capitalismo. Subjectivamente, pois a manutenção de uma consciência mistificada que fataliza a mundialização capitalista liberal, querendo ver nela, por um casamento falacioso, a única manifestação possível da modernidade, produz desespero invalidando toda a real alternativa social e apresentando a caridade como única « solução ».

Estaríamos, pois, amplamente, a tempo de reactivar simultaneamente as autênticas alavancas da emancipação humana : a luta social e política contra todas as desregulações capitalistas e pela promoção de serviços públicos, que produzam solidariedade e não caridade ; a luta por uma emancipação intelectual e moral de todos, para que uma consciência esclarecida das causas verdadeiras permita resistir às fatalidades ideológicas ; a luta pela emancipação laica do direito, garantia da liberdade de todos os seres humanos, desse modo promovidos à verdadeira autonomia étnica – escolher o seu modo de vida, a sua sexualidade, o seu tipo de relacionamento com o outro no respeito pelas leis comuns, aceder sem entraves à contracepção ou à interrupção voluntária da gravidez (IVG).

Poderá objectar-se que as desigualdades sociais e culturais das famílias hipotecam, afinal, a igualdade de oportunidades para que a escola pública e laica contribui. É verdade. Mas o diagnóstico não põe em causa essa própria escola : remete antes para as injustiças sociais e requer portanto uma acção apropriada.

Le Monde diplomatique – Février/2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

A existência de discriminações, reflexo de um racismo grosseiro e persistente, deve ser evocada como pano de fundo da reflexão, tal como tudo o mais que fragiliza a laicidade. Entre outras coisas, a discriminação no emprego, inexorável e frequentemente sofrida, pode levar aqueles que são as suas vítimas a desesperar do modelo republicano e dos valores que lhe estão associados. Desse modo, enquanto a escola pública preconiza a emancipação e se esforça por possibilitar as suas condições intelectuais, a sociedade civil reintroduz uma desigualdade.

Não devemos portanto espantar-nos se uma espécie de consciência de vítima conduzir à valorização *a contrario* da origem assim estigmatizada, veja-se à sua mistificação pelo fanatismo da diferença. O risco da deriva comunitarista, desde logo, não está longe. Não convém que a grandeza dos princípios se deixe desmentir pela baixa das práticas. Pois a laicidade não constitui um particularismo accidental da história da França, ela constitui uma conquista de alcance universal que é necessário preservar e promover.

HENRI PEÑA-RUIZ

- (1) Do nome de Bernard Stasi, mediador da República desde 1998, que lhe presidiu. Composta por 20 membros, esta comissão de reflexão sobre a aplicação do princípio da laicidade foi constituída, a 3 de Julho de 2003, por Jacques Chirac, presidente da Republica Francesa. Entregou as suas conclusões a 11 de Dezembro de 2003.
- (2) *“É o homem que faz a religião e não a religião que faz o homem. (...) A religião é o suspiro da criatura oprimida, a alma de um mundo sem alma, o espírito de uma condição social [de um tempo] de onde o espírito foi excluído. A religião é o ópio do povo.”* (K. Marx, in : *Crítica da Filosofia do Direito de Hegel, 1843*) [nota do tradutor]

[tradução de L. M. Mateus]